

Adhésion de la FGTB wallonne à l'initiative européenne « 1 000 milliards pour sauver le climat »

1 Contexte

Du 30/11 au 11/12 2015, se tiendra à Paris, la 21^e Conférence des Nations-Unies sur le changement climatique (COP 21).

Cette édition est particulièrement importante car elle devra aboutir à l'adoption d'un nouvel accord contraignant qui succèdera au protocole de Kyoto (signature en 2015 pour une entrée en vigueur en 2020).

La FGTB organisera une importante mobilisation afin de pousser à l'adoption d'un tel accord et afin qu'il intègre la notion de la « juste transition » défendue par les syndicats au niveau européen.

2 Proposition

Pierre Larroutou a contacté la FGTB wallonne en vue de signer l'appel qu'il souhaite lancer et qui s'intitule « 1 000 milliards pour sauver le climat. Financer la transition énergétique en France et Europe ».

L'idée de Pierre Larroutou est de lancer une initiative citoyenne pour obtenir un financement de la transition énergétique.

Il se base sur deux arguments pour fonder sa proposition :

- le rapport rédigé en 2006, par l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Sir Nicholas Stern, souligne qu'une action internationale immédiate pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à l'origine des changements du climat planétaire aurait des retombées économiques bien supérieures au coût des mesures prises en ce sens ;
- pour sauver les banques, la Banque centrale européenne (BCE) a mis sur la table 1 000 milliards d'euros entre décembre 2011 et janvier 2012.

Par conséquent, si on a pu le faire pour les banques, on peut le faire pour le climat !

Pierre Larrourou propose que ces 1 000 milliards d'euros pour le climat débloqués par la BCE consistent en une création monétaire. Elle n'impacterait donc ni les budgets des États membres, ni n'augmenterait la fiscalité.

Les États membres disposeraient d'un droit de tirage correspondant à 1 % par an de leur PIB pendant 20 ans sur cette somme afin de réaliser les investissements nécessaires à la transition énergétique.

Les investissements réalisés permettraient à chaque citoyen d'économiser 1 000 euros par an.

Actuellement, Pierre Larrourou recueille les signatures de personnalités de manière large afin de lancer sa pétition (Michel Rocard, Corine Lepage, Nicolas Hulot, Philippe Lamberts, etc. figurent parmi les premiers signataires.). L'objectif est ensuite de lancer l'appel vers le mois de février pour arriver à obtenir 1 million de signatures de citoyens.

Il a également rencontré la Confédération européenne des Syndicats et souhaite inscrire son projet en lien avec la Coalition Climat dont fait partie la FGTB.

3 Position du Bureau de l'IW

La proposition de Pierre Larrourou s'inscrit dans la ligne politique défendue par la FGTB wallonne et permettrait de fédérer l'ensemble des mobilisations en vue de la COP 21 à Paris.

Par ailleurs, ATTAC France qui souscrit à l'appel souhaiterait joindre cette initiative à la campagne « Stop TAFTA » afin de montrer, d'une côté ce qu'on veut, de l'autre ce qu'on ne veut pas.

La FGTB wallonne s'engage :

- à signer l'appel « 1 000 milliards pour le Climat » moyennant deux précisions :
 - Le PIB comme critère pour déterminer le droit de tirage des États membres doit être corrigé par d'autres indicateurs relatifs à la situation sociale et budgétaire de chaque État membre afin d'accorder la priorité aux pays qui ont le moins de moyens pour financer la transition énergétique nécessaire au redressement de leur économie et à la création d'emplois. Les critères qui devraient être pris en compte seraient, par exemple, le PIB par habitant complété par un indicateur d'inégalités sociales, priorité étant donnée aux États membres rencontrant la situation la plus défavorable.
 - L'utilisation des moyens dégagés pour financer la transition doit être assortie de critères : afin d'éviter les effets d'aubaine au profit des entreprises ou des ménages qui disposent des capacités d'investissement nécessaires et afin d'accorder la priorité aux investissements publics et privés qui ne pourraient pas être réalisés autrement.
- à mener une réflexion sur une campagne de communication afin de relayer cet appel et autour de laquelle pourrait s'organiser la mobilisation.

